

rustpensioenen ontvangen die betrekking hebben op één of meerdere onvolledige loopbanen, hetzij werkloosheidsuitkeringen ontvangen. In dat geval wordt de vertrektoelage vastgesteld overeenkomstig § 2 en verminderd, naargelang het geval, met het totaal bedrag dat aan de betrokkene verschuldigd is voor de overeenstemmende periode, hetzij als betaling voor onvolledige functies, hetzij als rustpensioen of werkloosheidstoelage.

§ 5: De toelagen en vergoedingen voorzien in artikelen 13 en 16 worden niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van de vertrektoelage. Er is geen vertrektoelage verschuldigd aan personen die vrijwillig hun functies stopgezetten.

Art. 16 De chauffeurs van de Kabinetten ontvangen :

1. een forfaitaire maandelijkse vergoeding van 10.981 BF.;
2. een forfaitair bedrag ten belope van maximaal 99.970 BF per jaar.

Zijn hierop niet van toepassing : het Regentsbesluit van 30 maart 1950 tot regeling van de toekenning van vergoedingen voor buitengewone prestaties, het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de verblijfskosten van de personeelsleden van de ministeries alsook van de bijkomende vergoeding en de Kabinetstoelage voorzien in artikelen 9 en 13 van onderhavig besluit.

Art. 17. § 1. De in artikelen 9, 10, 13 en 16 voorziene vergoedingen en toelagen worden maandelijks uitbetaald, na afloop van de betrokken periode. De maandelijkse vergoeding of toelage is gelijk aan 1/12 van het jaarlijks bedrag. Wanneer de vergoeding of de toelage niet volledig verschuldigd is, wordt ze uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de bepalingen van het geldelijk statuut van het ministerieel personeel.

§ 2. De in artikelen 9, 10, 13 en 16 voorziene vergoedingen en toelagen volgen de schommelingen van de index der verbruiksprijzen; daartoe zijn ze gekoppeld aan de index 138.01.

Brussel, 4 juli 1995.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. THOMAS

F. 95 — 2085

[C — WIN — 26461]

**4 JUILLET 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant la répartition des compétences entre les membres
du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège,

Vu les articles 136, 138, 166 et 176 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment ses articles 60, alinéa 2, 74 et 75;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française;

Vu le décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;

Vu le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3 tel qu'il a été modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité pour le Collège d'assurer son fonctionnement sans délai.

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "loi spéciale" : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat.

2° "le décret" : le décret (III) de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Hervé Hasquin, Ministre, Président du Collège, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales, est compétent pour :

- le secrétariat et la Chancellerie;
- la coordination de la politique du Collège;
- le budget;
- les relations avec la Communauté française et la Région wallonne;
- les relations internationales;
- la saisine du Comité de concertation "Gouvernement fédéral - Gouvernement de Communautés et de Régions";

Art. 3. M. Charles Picqué, Ministre, membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes est compétent pour :

- l'aide aux personnes, telle que prévue à l'article 5, § 1er, II de la loi spéciale et dans les limites fixées par le décret,

Art. 4. M. Didier Gosuin, Ministre, membre du Collège, chargé de la Culture, du Tourisme et du Sport, est compétent pour :

— la politique culturelle, telle que définie à l'article 4 de la loi spéciale, à l'exception des 10° à 16° et dans les limites fixées aux articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris les activités parascolaires de matière culturelle;

- la politique culturelle telle que visée à l'article 83 quinquies de la loi spéciale du 12 janvier 1989;
- le tourisme, tel que prévu à l'article 4, 10° de la loi spéciale;
- les infrastructures sportives telles que visées à l'article 3, 1° du décret.

Art. 5. M. Eric André, Ministre, membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes, est compétent pour :

- la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes, en ce compris la tutelle sur les établissements concernés,

Art. 6. M. Eric Tomas, Ministre, membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique, est compétent pour :

- la politique de la santé, telle que prévue à l'article 5, § 1er, I de la loi spéciale et à l'article 3, 6° du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels, tels que prévus à l'article 4, 16° de la loi spéciale et à l'exception de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes;
- l'enseignement, dans les limites des articles 60 à 62 de la loi spéciale du 12 janvier 1989, en ce compris la formation préscolaire dans les préguardiennats, la formation postscolaire et parascolaire, la formation artistique et la formation intellectuelle, morale et sociale prévues à l'article 4, 11°, 12°, 13° et 14° de la loi spéciale, sans préjudice des initiatives culturelles s'adressant au public scolaire conformément à l'article 4 du présent arrêté;
- l'enseignement provincial tel que visé aux articles 79 bis et 80 bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989, ainsi que l'exécution du décret (I) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française et du décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;
- la promotion sociale, telle que prévue à l'article 4, 15° de la loi spéciale;
- le transport scolaire, tel que prévu à l'article 3, 5° du décret;
- la fonction publique.

Art. 7. Le secrétariat du Collège est assuré par le Directeur de Cabinet ou le Directeur de Cabinet adjoint du Ministre Président du Collège de la Commission communautaire française.

Art. 8. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre les membres du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 9. Les membres du Collège sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 23 juin 1995.

Bruxelles, le 4 juillet 1995.

Ministre, Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française
et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales,

H. HASQUIN

Ministre, Membre du Collège, chargé de l'Aide aux Personnes,

Ch. PICQUE

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme,

D. GOSUIN

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

E. ANDRE

Ministre, Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique,

E. TOMAS

N. 95 — 2085

[Mac — 29461]

**4 JULI 1995. — Ontwerpbesluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot verdeling van de bevoegdheden onder de leden
van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College,

Gelet op de artikelen 136, 138, 166 en 176 van de Grondwet gecoördineerd bij de wet van 17 februari 1994;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur, inzonderheid op artikel 60, alinea 2, 74 en 75;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 18 juni 1990 tot organisatie van de voogdij over de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 tot toekening van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;

Gelet op het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekening van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 zoals gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid van het College om onverwijld zijn werking te verzekeren;

Besluit:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, bedoelt men met:

1° "bijzondere wet": de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 tot hervorming der instellingen, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten en de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale Staatsstructuur,

2° "het decreet": het decreet (III) van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekening van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De Heer Hervé Hasquin, Minister, Voorzitter van het College, belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook met de Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor:

- het secretariaat en de Kanselarij;
- de coördinatie van het beleid van het College;
- de begroting;
- de betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest;
- de internationale betrekkingen;
- de aanhangigmaking bij het Overlegcomité "Federale Regering — Regering van Gemeenschappen en Gewesten".

Art. 3. De Heer Charles Picqué, Minister, lid van het College, belast met de Bijstand aan Personen, is bevoegd voor:

- de bijstand aan personen, zoals voorzien door artikel 5, § 1, II van de bijzondere wet en binnen de beperkingen opgelegd door het decreet;

Art. 4. De Heer Didier Gosuin, Minister, lid van het College, belast met Cultuur, Toerisme en Sport, is bevoegd voor :

- het cultuurbeleid, zoals bepaald in artikel 4 van de bijzondere wet, met uitzondering van 10° tot 16° en binnen de beperkingen opgelegd door de artikelen 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van buitenschoolse activiteiten op cultureel gebied;
- het cultureel beleid zoals bedoeld in artikel 83 quinquies van de bijzondere wet van 12 januari 1989;
- toerisme, zoals voorzien in artikel 4, 10° van de bijzondere wet;
- de sportinfrastructuur zoals bedoeld in artikel 3, 1° van het decreet.

Art. 5. De Heer Eric Thomas, Minister, lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, de Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt, is bevoegd voor :

- het gezondheidsbeleid, zoals voorzien in artikel 5, § 1, van de bijzondere wet en in artikel 3, 6° van het decreet;
- de beroepsomscholing en bijscholing, zoals voorzien in artikel 4, 16° van de bijzondere wet en met uitzondering van de beroepsopleiding en de permanente opleiding van de Middenklasse;
- onderwijs, binnen de beperkingen van de artikelen 60 tot 62 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, met inbegrip van de voorschoolse opleiding in de peuterklas, de na- en de buiten-schoolse opleiding, de artistieke vorming en de intellectuele, morele en sociale vorming voorzien in artikel 4, 11°, 12°, 13° en 14° van de bijzondere wet, onverminderd culturele initiatieven bestemd voor een schoolgaand publiek, overeenkomstig artikel 4 van onderhavig besluit;
- het provinciaal onderwijs zoals bedoeld in de artikelen 79 bis en 80 bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989, alsook de uitvoering van het decreet (I) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 tot overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse gemeenschap naar de Franse Gemeenschapscommissie, en van het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie van 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs;
- de sociale promotie, zoals voorzien in artikel 4, 15° van de bijzondere wet;
- het leerlingenvervoer, zoals voorzien in artikel 3, 5° van het decreet;
- het openbaar ambt;

Art. 6. De Heer Eric André, Minister, lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse, is bevoegd voor :

- de beroepsopleiding en de permanente opleiding van de Middenklasse, met inbegrip van de voogdij over de betrokken instellingen.

Art. 7. Het secretariaat van het College wordt waargenomen door de Kabinetsdirecteur of de Adjunct-kabinetsdirecteur van de Minister Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 8. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot verdeling van de bevoegdheden onder de leden van het College van de Franse Gemeenschapscommissie is opgeheven.

Art. 9. De leden van het College zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van

Brussel, 4 juli 1995.

Minister, Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, alsook met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

Minister, Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Minister, Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Minister, Lid van het College, belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Minister, Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. THOMAS